

# Le Monde

## Pour l'Institut Montaigne, la politique énergétique de la France n'est pas assez « volontariste »

Le think tank libéral publie un rapport qui analyse les orientations françaises et s'inquiète « du manque de priorisation des axes et des moyens alloués ».

Par Nabil Wakim · Publié aujourd'hui à 06h22, mis à jour à 08h44

🕒 Lecture 3 min.



Des militants écologistes manifestent contre le changement climatique, à Paris, le 8 juin. FRANCOIS MORI / AP

L'adage « qui aime bien, châtie bien » s'applique aussi en politique économique. L'Institut Montaigne, think tank libéral qui n'a jamais caché sa préférence pour Emmanuel Macron, publie, jeudi 27 juin, un rapport qui analyse la feuille de route énergétique de la France présentée par l'exécutif début 2019.

La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui dessine la politique française en la matière pour les dix prochaines années, prévoit notamment de repousser l'objectif de 50 % au plus d'électricité d'origine nucléaire à 2035, au lieu de 2025, ainsi qu'un fort développement des énergies renouvelables.

Dans son rapport, l'Institut Montaigne se livre à une critique argumentée de la PPE : le groupe de travail coprésidé par Michel Pébereau, ancien président de BNP Paribas, et Philippe Boisseau, ex-numéro deux de Total, estime que « *la PPE remplit son objectif principal : établir une feuille de route stratégique de la politique énergétique française* ». Mais il souligne aussi les failles de la démarche. « *Le manque de priorisation des axes et des moyens alloués est criant* », estime le rapport.

Alors que les députés commencent l'examen de la loi énergie et climat à l'Assemblée nationale, l'Institut Montaigne s'inquiète de l'absence de politique cohérente et déterminée pour faire baisser la consommation d'énergie.

## **Un défi colossal**

Dans le texte présenté au Parlement, le gouvernement propose d'accélérer la baisse des consommations d'énergies fossiles, à - 40 % en 2030, au lieu de - 30 % comme prévu par la loi de transition énergétique en 2015. L'exécutif conserve l'objectif de réduire la consommation énergétique finale de 20 % en 2030.

Un défi colossal, souligne l'Institut Montaigne, emboîtant le pas au Haut Conseil pour le climat, qui a rendu, mercredi 26 juin, un premier rapport sévère sur la cohérence de la politique énergétique

**La suite est réservée aux abonnés.** Déjà abonné ?